

## Fiche de lecture

Juin 2016

**François Dubet, La préférence pour l'inégalité**

**La République des idées, Seuil 2014**



Emmanuel de Witte, intérieur avec une femme jouant de l'épinette

François Dubet est sociologue : il a travaillé sur la crise des institutions (en 2002, un de ses ouvrages s'intitule d'ailleurs « Le déclin de l'Institution »). Alors que longtemps les institutions (familles, école, justice) ont été acceptées de tous, ont unifié la société grâce à un socle de valeurs et lui ont donné sa cohérence, elles sont aujourd'hui en crise ou en déclin. Les demandes qui leur sont adressées deviennent trop diverses, les individus se définissent de plus en plus par leur appartenance identitaire, la société est devenue une mosaïque éclatée. Les individus « s'échauffent les uns contre les autres », professeurs contre élèves, soignants contre malades. Il en est ainsi de l'école, sujet de prédilection de F. Dubet, qui observe sa crise et ses efforts de renouvellement. Comment transformer les institutions pour « refaire société ».

**Les principaux ouvrages** de F. Dubet sont :

L'hypocrisie scolaire, Seuil 2000,

Le déclin de l'institution, Seuil, 2002

L'école des chances: qu'est-ce qu'une école juste ?, Seuil, 2004

L'expérience sociologique, La Découverte, coll. Repères, 2007

Les sociétés et leur école, emprise du diplôme et cohésion sociale. (avec Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétoit), Seuil, 2010

### « La préférence pour l'inégalité » : contenu de l'ouvrage

La thèse de l'auteur est que la crise des solidarités actuelle (du libéralisme thatchérien au Front national, de l'apparition des nouveaux pauvres aux inégalités de territoires) est causée par l'affaiblissement du lien de solidarité et non pas par le jeu d'une économie financière hors de contrôle qui nous imposerait les inégalités. Si cette

dernière théorie était exacte, il suffirait de revenir à une « bonne » politique économique créant de nouvelles richesses à partager pour retrouver le sens des solidarités. La réalité est différente : c'est parce que nous nous sentons moins solidaires que nous acceptons les inégalités.

F. Dubet démontre d'abord que nous faisons le choix des inégalités, même si, par ailleurs, nous les dénonçons et même si, en certains domaines, l'égalité progresse ou paraît progresser. Si les inégalités de richesses (le 1 % qui concentre les très hauts revenus et les 99 autres) nous étaient si insupportables, il suffirait d'agir pour y mettre fin. En fait, s'il ne se passe rien, c'est que les 99 autres pour cent ne forment nullement un ensemble homogène mais une longue cascade d'inégalités, chacun étant attaché à l'écart qui le sépare des autres. On retrouve ce diagnostic avec l'entre soi des quartiers ou de l'école : apparemment, celle-ci a beaucoup gagné en égalité (accueil de tous dans les mêmes classes, augmentation des diplômés) mais, en réalité, non seulement la compétition est biaisée d'avance (le capital culturel des parents fait toujours la différence) mais l'école amplifie les inégalités de départ. C'est que les parents ne croient plus à l'homogénéité de l'école pour faire progresser leurs enfants : ils mettent en œuvre des stratégies pour creuser les écarts. Et, de fait, l'école devient elle-même inégalitaire, selon les lieux, la qualité du corps enseignant, les options... Autre signe de notre acceptation des inégalités, le sentiment grandissant que les exclus méritent leur exclusion ou que « les autres » sont des profiteurs. La peur du déclassement est alors mauvaise conseillère : c'est un mythe (le déclassement des classes moyennes ne correspond pas à la réalité) mais un mythe qui tend au maintien des inégalités. Et nous acceptons aussi les emplois précaires, les exclus du travail, alors que nous défendons les statuts...

La solidarité est une construction fondée sur des récits imaginaires : l'ouvrage évoque ses fondements passés, interdépendance économique, « contrat » passé entre le peuple et le « souverain », récits de fraternité symbolique (lien religieux, lien de communauté nationale) qui lui paraissent déterminants : l'égalité exige un sentiment élémentaire de fraternité. Ces récits se sont affaiblis et, aujourd'hui, la solidarité avec eux : crise de confiance du vote, défiance manifeste envers les institutions, refus des étrangers. 43 % des Français refusent de considérer l'impôt comme un acte citoyen, 74 % pensent qu'ils y perdent... et le populisme détruit la solidarité en la réduisant à un groupe qui exclut les autres.

L'intégration se faisait par le travail (le salariat, les luttes sociales, la solidarité des cotisations sociales) ; elle se faisait par les institutions, et, notamment, par l'école, dont les maîtres l'étaient par vocation et adhésion à des valeurs : l'école a moins favorisé l'égalité des chances que créé des Républicains. L'intégration se faisait par une culture nationale, mélange de valeurs universelles et de référence à une économie dirigiste et étatique : l'Etat faisait nation. Certes, la réalité a été autre : corporatismes, conflits de classe, inégalités ont existé. Mais le grand récit de solidarité et d'ordre et de progrès a fonctionné. C'est fini.

Aujourd'hui, nous sommes en deuil de cette intégration. Le travail s'est fragmenté (multinationales, marchés locaux menacés, emplois financés sur fonds publics), la « question sociale » revient, avec la question de la faible employabilité. Le monde du

travail est moins solidaire. Le patron, désormais soumis à un capitalisme financier exigeant, est moins présent dans l'entreprise. Les métiers « vocationnels » perdent leur force symbolique. L'école est envahie par les problèmes sociaux, les autres institutions (santé, justice) sont moins respectées, les valeurs universelles palissent devant la priorité à la singularité. La « société nationale » devient pluriculturelle. Le grand récit de l'intégration s'efface, et avec lui la croyance au progrès. L'expérience commune désormais, c'est de faire face aux risques créés par notre propre activité, réchauffement climatique notamment.

Analyse intéressante et originale, l'ouvrage considère que la notion de cohésion sociale est en passe de remplacer l'intégration. Les changements sont patents : l'individu est désormais au centre et l'impératif est d'avoir des projets, de se mobiliser, d'être acteur de sa vie. La figure dominante de la justice, c'est moins la réduction des inégalités que l'égalité des chances ou la lutte contre les stéréotypes, qui permettront de construire un monde plus équitable. L'attention portée à autrui devient de la « sympathie » : on aide les autres à « devenir eux-mêmes ». Le « capital social » (amis, relations) permet d'agir ensemble, il améliore la qualité des relations dans une société ouverte. La réussite des sociétés tient aux réseaux, à l'initiative des individus, à la transparence des décisions, à la confiance. Cette conception sociale progresse avec le niveau d'éducation. Le rôle de l'Etat est alors moins d'encadrer que de pousser à « faire société » : les gens pourront compter les uns sur les autres et agir ensemble. Le modèle vertical d'autorité publique est remplacé par un modèle déconcentré, avec des connections. L'action publique devient transparente, négociée, soumise à évaluation. La politique de la ville, la lutte contre l'échec scolaire et les discriminations en font partie. La solidarité est une production continue de la vie sociale. Cette mutation (qui n'est pas, selon Duet, une ruse néolibérale) semble irréversible : elle est déjà là. L'individu est un pivot, la société n'est plus monocolor, l'économie n'est plus nationale et l'Etat ne décide pas de tout.

Sur le fondement de ce diagnostic (la fin de certaines références sociales, l'émergence d'autres modes), comment renforcer la fraternité, condition nécessaire pour rechercher l'égalité, dès lors que l'on refuse le « thème du retour » à la religion, aux traditions, aux anciennes institutions ?

L'ouvrage énumère des pistes :

1° Renforcer une démocratie décrédibilisée par la méfiance, la faible présence des femmes et de la « diversité », le cumul et surtout le caractère perpétuel des mandats. La vie politique et ses contraintes (la lente ascension dans les partis) éloigne des électeurs ordinaires et, de fait, les élus « glissent hors du monde », dans leurs réseaux, leurs services rendus et reçus, leurs clientèles, leur entourage. Les risques de la démocratie directe sont forts mais moins forts que le sentiment de déni de la démocratie. Il faudrait au moins mettre en place des jurys de citoyens, renforcer la citoyenneté dans les quartiers, partager la parole ;

2° Clarifier un système de prélèvement fiscal et social opaque, foisonnant, où chacun pense que l'autre y gagne. La transparence serait d'ailleurs utile : elle nous montrerait que les ZEP ne sont pas si favorisées que cela, que même la redistribution sociale en santé n'est pas si importante ;

3° Refonder les institutions : l'ouvrage plaide pour donner davantage d'autonomie aux établissements scolaires et leur permettre de fonder une « communauté », voire de coopter leurs enseignants. Il encourage l'apprentissage par le « faire », s'interroge sur la valeur des diplômes, insiste pour que la formation tout au long de la vie devienne une réalité. Il plaide aussi pour la réconciliation entre la technique et les soins dans les hôpitaux ;

4° Enfin, s'interroger sur la « reconnaissance » des différences : nous oscillons entre la lutte contre les discriminations et le refus de reconnaître les différences de race, de sexe, de religion comme constitutives d'un individu. Pour « reconnaître » quelqu'un, il faut avoir avec lui quelque chose de commun : il faut au moins poser la question des limites de l'acceptation des différences. Un pays comme le Canada se la pose, pas nous : nous ironisons sur les « accommodements raisonnables » de ce pays mais nous faisons supporter à certaines personnes (les musulmans) une suspicion permanente de « communautarisme.

5° De même, il faut réfléchir au partage du travail, à une Europe démocratique et à la solidarité internationale...

En conclusion, F. Dubet souligne le risque politique d'une fraternité restreinte à certains groupes ou l'illusion du retour à une République sociale assise sur un Etat tout puissant. L'égalité est certes un objectif, mais aussi, dit-il, la fraternité, même si nous en avons perdu les justifications transcendantes, religion ou nation. Il faut travailler à la reconstruire, avec de nouveaux outils.

### **Commentaire**

L'ouvrage présente l'intérêt d'être général et de brasser large : c'est une synthèse sur les évolutions de notre société, pas un travail universitaire détaillé et pesant. La fresque est convaincante, même si elle est connue : elle acte de la disparition de certaines valeurs, décrit des institutions qui ont perdu leur force, montre combien, dans nos choix quotidiens, la fraternité s'est estompée. D'autres auteurs avant lui ont déjà traité le thème de la préférence pour les inégalités (notamment Eric Maurin dans « Le ghetto français », Seuil, 2004), l'apport étant ici de prendre de cette préférence une vision plus ample et plus explicative. Quant à l'avenir, l'ouvrage rejoint des thèmes fréquemment abordés dans les réflexions contemporaines : comment échapper au discours politique de la nostalgie, du retour en arrière et de l'exclusion des autres et comment reconstruire une société ? Il innove davantage en mettant en lumière le caractère positif de l'émergence de certaines pratiques et valeurs sociales (la volonté de construire son avenir, la cohésion des groupes, le pragmatisme des « accommodements raisonnables »). La fin peut paraître banale et trop courte : elle n'esquisse que des pistes d'action et les propositions sont déjà connues. Mais que proposer, sinon, de changer le mode de fonctionnement de la démocratie, de rapprocher les institutions des acteurs et des usagers, d'instituer une transparence qui permette de comprendre et d'agir ? C'est la banalité même du diagnostic et des solutions qui en font le prix : F. Dubet porte ainsi, dans ce livre, notre analyse commune.